

DEROUTE

La vanité françafricaine a subi en ce mois de novembre des affronts peut-être irrémédiables. « Nous sommes les meilleurs connaisseurs, promoteurs et avocats de l'Afrique », serinait-on. « Allez-vous faire voir ailleurs », répond l'écho des Grands Lacs. « Vous n'êtes pas neutres », disent la majorité des pays africains. « Votre empressement est si suspect qu'il retarde l'action », enchaîne-t-on dans les couloirs de l'ONU et de l'Union européenne.

Deux ans après Turquoise, magistrale opération militaro-médiatico-humanitaire qui reçut un éloge quasi universel, le masque est tombé : on s'y était beaucoup plus occupé de sauver la mise des génociteurs que la vie de leurs victimes tutsies, abandonnées par milliers aux miliciens.

L'Elysée, le Quai d'Orsay et l'inusable Jacques Godfrain ont beau multiplier les démentis, dénoncer ces rapports et reportages « fallacieux » qui surgissent de toutes parts : plus personne ne doute des connivences françaises avec le Hutu power.

Dans ses bases centrafricaines, à la frontière nord de l'immense et riche Zaïre, le « gendarme » français est en état d'alerte maximum, lorgnant sur la succession de Mobutu. Voilà qu'à Bangui même, des « mutins » fort irrévérencieux se permettent de lui faire un croche-pied... Tout fout le camp.

On ne s'en réjouit qu'à moitié. Certes, la déroute de l'autosatisfaction et du double langage nous donnent un peu d'air. Surtout, « notre » Afrique prend du champ : elle va nous échapper, et c'est très bien.

Mais quel gâchis ! Si l'on croit que la culture française et certaines de nos valeurs ont une partition à jouer dans le concert des nations, si l'on croit que l'Europe - où la France tient un grand rôle - peut être un partenaire utile à l'Afrique ré-émergente, il est plus que temps de décréter la trêve des branquignols (barbouzes, porteurs de valises, pirates de matières premières, géopoliticiens de pacotille) et de méditer une approche plus respectable.

SALVES

Résolution irrésolue

Tout le monde en convenait, la crise du Kivu est politique avant d'être humanitaire. D'autant plus politique que l'on avait géré le problème des réfugiés rwandais sous le seul angle humanitaire, renforçant ainsi la dangerosité du parti génocidaire qui les tenait sous sa coupe. Presque tout le monde (sauf ceux qui, telle la Françafrique, n'ont jamais répugné à miser sur ce parti) convenait qu'un engagement humanitaire ne pouvait éviter de traiter politiquement la prise d'otages : il fallait séparer les irréductibles du camp génocidaire de tous ceux qui aspiraient à retrouver une vie « civilisée », dans leur patrie.

Mais si la « communauté internationale » peut se laisser presser de verser une obole éphémère au spectacle de la souffrance, elle refuse toujours obstinément de payer le prix de la justice. Peut-on se dispenser de faire la guerre aux promoteurs d'une organisation génocidaire (les documents trouvés dans les camps abandonnés confirment sa virulence¹), de les mettre hors d'état de nuire, puis de les juger ?

Oui, ont concédé les 15 membres du Conseil de sécurité, en adoptant unanimement le 15 novembre la résolution 1080. Non, pensaient la plupart. Mais ceux qui s'apprêtaient à engager des soldats ne croyaient pas pouvoir « vendre » à leurs opinions un autre usage de la force que la protection de leurs propres militaires et humanitaires.

Le représentant rwandais a demandé en vain que le mandat soit étendu au désarmement des miliciens hutus cachés dans les camps². L'ONU a fait la sourde oreille. Faut-il alors s'étonner que d'autres, mortellement menacés, aient porté le fer ? Sans être mandatés, certes...

Dans l'histoire des génocides, seuls les vaincus ont été jugés, par les vainqueurs. Comment sortir de cet âge où il faut triompher par les armes pour obtenir justice - une justice qui conserve dès lors l'arrière-goût de la loi du plus fort ? On connaît la voie : cette Cour criminelle internationale (CCI) qui effraie tant les Etats, à commencer par la France (cf. *Billets* n° 39). Puis une police internationale, qui arrêterait les criminels contre l'humanité. Alors là, plus personne : en Bosnie, 50 000 soldats suréquipés jouent à cache-cache avec les inculpés...

« Moralité » : hypertrophiée au détriment de la justice, l'émotion est profondément immorale. La morale est une stratégie : faire au mieux avec les moyens qu'on a. Si l'on n'a pas de moyens, mieux vaut « ne pas nuire » (comme dit le serment d'Hippocrate, cher à tous les médecins du monde) que brasser la misère et attiser l'injustice. Les anciens président et secrétaire général de *Médecins sans frontières*, Rony Brauman et Alain Destexhe, ont eu le courage, chacun à sa manière, de rappeler ce principe de précaution si peu occidental (voir *Ils ont dit*).

Non que l'émotion ne puisse introduire à la soif de justice. Mais les militants de l'humanisme ne peuvent plus ignorer la nécessité de penser et agir conjointement, entre urgenciers forcément démunis (même si certains cultivent l'illusion technologique) et ceux qui forgent les outils du droit international ; entre soignants médiatisés, obscurs artisans du développement, défenseurs des droits de l'homme, bâtisseurs de paix, réducteurs des fractures politiques.

1. Cf., entre autres, P. de Saint-Exupéry, *Zaïre : deux ans sous les milices hutues* (*Le Figaro* du 20/11/1996) ; D. Le Guilledoux, *A Mugunga, les archives du plan avorté de reconquête* (*Le Monde* du 19/11/1996).

2. Les Pays-Bas auraient lié leur participation à la force internationale à cette extension du mandat (*Reuter*, 20/11/1996).

Réfugiés : le retour

Le Président de la République rwandaise, Pasteur Bizimungu, est un Hutu - pas plus « de service » que ministre du culte protestant, comme ont pu dire ou écrire certains journalistes. Ceux qui, à la télévision, l'ont vu le 16 novembre, avec le gouvernement rwandais, accueillir à la frontière zaïroise la file interminable des réfugiés rentrant au pays, n'ont pu douter de la sincérité de ses propos. « *Un jour de fête* », disait-il. Oui.

Puisse cette sincérité porter des fruits durables ! Une nouvelle chance s'offre au Rwanda, si le regard des Rwandais et de leurs amis sait surpasser les odieux clivages.

Les risques existent : vengeance, défaut de justice, conflits de propriété, attitude des miliciens « défringués ». Le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme propose une forte augmentation de ses observateurs (300). Voilà un investissement utile. Comme le serait le renforcement des moyens de la justice, rwandaise et internationale (à Arusha). Et, en attendant, l'humanisation des conditions de détention dans les prisons. Même si c'est peu médiatique.

Réfugiés égarés ?

Plus de 500 000 réfugiés étaient rentrés au Rwanda le 25 novembre. Combien en restait-il, vers la frontière zaïro-tanzanienne, ou dans les collines surplombant la plaine du Kivu, ou sur les deux axes de repli des ex-FAR : Goma-Masisi-Walikale-Kisangani, et Bukavu-Kasese-Walikale-Kisangani ? Sans parler des réfugiés burundais, ou des déplacés zaïrois fuyant les exactions de leur propre armée.

La bataille des chiffres est d'autant plus féroce qu'elle conditionne l'envoi d'une force militaire, et son format.

Présentez... armes !

Les ex-Forces armées rwandaises (FAR) ont reconstitué au Zaïre une force militaire en agrégeant les miliciens *Interahamwe*. Dans sa quasi totalité, cette force, commandée par le général Augustin Bizimungu, est impliquée dans le génocide de 1994. Une partie de ses archives était stockée dans un bus, au camp de Mugunga.

C'est dans ce camp qu'un vice-consul honoraire français aurait récemment rencontré le général Bizimungu...

La chaîne de TV britannique *Channel Four* a récupéré et montré, le 18 novembre, une lettre de la SOFREMAS. Cette société parapublique française exporte des armements - pour le compte, notamment, du groupe public GIAT. Son courrier du 5 mai 1994, en plein génocide, est adressé à l'ambassade du Rwanda à Paris. Il propose des pièces de rechange pour les blindés légers des FAR.

On a aussi retrouvé à Mugunga des factures et bordereaux de livraison de l'entreprise Luchaire - filiale du GIAT.

Par ailleurs, selon l'institut anversoïse Ipiis, la Fabrique nationale (FN) d'Herstal aurait livré quelque 1 500 kalachnikovs chinoises et roumaines aux ex-FAR. L'actionnaire majoritaire de FN n'est autre que le GIAT... La même FN achève l'installation d'une usine de munitions à Eldoret, au Kenya. Le président kenyan Arap Moi ne refuse rien au *génocide set* rwandais, richement installé à Nairobi. Ces munitions pourraient alimenter les conflits régionaux.

Une entreprise britannique, Mil-Tec, apparaît également très impliquée dans l'armement du *Hutu power*. En fait, basée à l'île de Man, paradis des financements occultes, elle a sûrement servi d'autres intérêts que ceux du gouvernement de Sa Majesté - lequel, du coup, peut se permettre de déclencher une enquête. Ce que se garde bien de faire le Président de la République française.

Le 28 octobre, la Commission d'enquête de l'ONU sur les livraisons d'armes dans la région des Grands Lacs en violation de l'embargo du 17 mai 1994, a remis un rapport si dérangeant qu'il n'avait pas, un mois plus tard, été publié. Il a cependant été « exfiltré » dans la presse - *Billets* compris.

Le rapport souligne le « rôle central » joué par le Zaïre de Mobutu - l'allié de la Françafrique - dans le réarmement du *Hutu power*. Ce rôle de plaque tournante du trafic d'armes, vers les Grands Lacs mais aussi l'Angola, n'est pas toujours discret : les deux avions russes qui, en janvier et juin 1996, se sont écrasés au décollage de Kinshasa, participaient à la livraison de matériel militaire. (*Le Vif-L'Express*, 15/11/1996 ; *La Libre Belgique* et *L'Humanité*, 21/11/1996 ; *Le Monde*, 22/11/1996).

Le Monde insiste : « la France doit [...] diligenter une enquête pour dissiper enfin les graves soupçons pesant sur elle. C'est à ce prix qu'elle peut prétendre intervenir à nouveau en toute neutralité dans la région des Grands Lacs » (21/11/1996). L'éditorialiste ne sait-il pas que ces soupçons sont fondés ? La neutralité est plombée, et la prétention à intervenir hors de prix.

Mercenaires : le retour ?

Selon la Télévision suisse romande, Mobutu a demandé à Charles Pasqua, venu le visiter en Suisse, de l'aider à recruter des mercenaires...

Le chef militaire des « rebelles » du Kivu l'affirme : près de Kisangani « nous avons observé des militaires français qui regroupaient des fuyards des Forces armées zaïroises (FAZ) » (*Libération*, 14/11/1996).

Le leader politique Laurent-Désiré Kabila précise : « il y a à Kisangani et Kindu des étrangers au côté de la division d'élite de Mobutu. Ils disposent d'hélicoptères » (*Le Figaro*, 18/11/1996). Une nouvelle bande à Denard ?

Un déserteur des ex-FAR l'assure : celles-ci disposeraient au Masisi de « camps d'entraînement impressionnants, bien équipés, bien armés, avec des mercenaires blancs ».

Burundi oublié

Les événements au Zaïre et au Rwanda ont éclipsé la crise burundaise. Celle-ci demeure pourtant plus aiguë que jamais. L'embargo joue le rôle d'une cocotte-minute des radicalismes. La rébellion armée du CNDD, alliée au *Hutu power* rwandais¹ et contaminée par son idéologie, pourra d'autant moins être réduite que les extrémistes tutsis, militaires et miliciens, continuent leurs massacres - tel celui de l'église méthodiste de Murambi.

1. Le rapport de l'ONU cité plus haut confirme une « coordination croissante, une coopération et une planification conjointes » entre les ex-FAR et les *Interahamwe* d'un côté, le CNDD de l'autre.

La cuiller d'Etienne

Etienne Tshisekedi est la principale figure de l'opposition zaïroise, le symbole de la radicalité anti-Mobutu (celle que le maréchal coffre-fort ne parvient pas à acheter). Il fut désigné Premier ministre par la Conférence nationale souveraine, puis évincé par Mobutu en raison de son intransigeance.

Le 21 novembre, il est sorti de la villa de Mobutu à Cap-Martin en se déclarant Premier ministre « d'un gouvernement d'union nationale » - propos démenti par l'entourage de Mobutu (*Libération*, 22/11/1996).

On sait qu'il faut parfois manger avec le diable. Mais Tshisekedi a-t-il une cuiller assez longue ? Et quelle est la capacité d'attraction d'un néo-lumumbisme conquérant ?

Alliances

Les ONG d'inspiration chrétienne et les Eglises de France ont attiré l'attention sur le drame du Sud-Soudan (beaucoup moins médiatisé que celui de l'Est zaïrois, mais qui a provoqué bien davantage de victimes). Gaspar Biro, rapporteur spécial de l'ONU, est venu exposer un bilan accablant (*Vigilance-Soudan*, 10/1996).

Par ailleurs, le régime de Khartoum travaille avec des experts irakiens à la fabrication de gaz moutarde, qui serait destiné à contrer de probables manifestations urbaines (*Africa Confidential*, 21/10/1996).

Eglises et ONG ont interrogé l'exécutif français sur son soutien à la junte islamiste de Khartoum, qui cultive un fanatisme éradicateur aux effets génocidaires. Mais, *off*, on avoue à Paris avoir trop besoin du Soudan dans le contexte géopolitique actuel.

Dans le conflit régional, le régime soudanais se range naturellement aux côtés du *Hutu power*. Selon Kampala, il aurait coordonné une attaque contre l'Ouganda à partir de la frontière zaïroise, dans la région de Kasese (IRIN, 20/11/1996).

Centrafrique

La Françafrique aurait aimé concentrer son attention sur les risques de son éviction de l'Afrique des Grands Lacs, et du Zaïre post-Mobutu. En cas de crise dans la région, la Centrafrique fonctionne à la fois comme un camp de base et un porte-avions.

Voilà que, en pleine crise du Kivu, l'ingérence de la France et de son armée dans le cours des affaires centrafricaines, en mai 1996 (cf. *Billets* n° 35), montre ses limites prévisibles : s'il est possible, quelque temps encore, de gendарmer Djibouti, parce que c'est petit, ou le Gabon, riche en prébendes et peu peuplé, la France n'a plus les moyens d'occuper un pays de 3,5 millions d'habitants, plus vaste qu'elle.

Le président Ange Patassé ne l'a pas compris. Au contraire des mutins de mai, qui ont remis la pression. En contraignant la « coloniale » à mobiliser 1 500 hommes et des blindés légers pour tenir Bangui, ils révèlent, au pire moment, l'inanité des stratégies franco-africaines.

Celle par exemple qui visait, via une liaison routière Bangui-Bangassou-Kisangani, à arrimer le nord-Zaïre au protectorat centrafricain (*Libération*, 14/11/1996).

Tchad : l'argent du vote

L'énorme fraude électorale du premier tour de l'élection présidentielle tchadienne, le 2 juin, a été principalement assurée par le trucage de la centralisation des résultats. Une escroquerie assistée et supervisée par la Françafrique, civile et militaire ¹.

Il est un moyen simple d'éviter une telle manipulation : rendre public le décompte final de chaque bureau de vote. Il suffit de l'afficher et de remettre, aux représentants des candidats en lice, une copie du bordereau de transmission des résultats.

Des élections législatives sont prévues pour le 22 décembre. Le contribuable français sera lui-même escroqué si la Coopération de son pays finance ce scrutin sans garantie sur ce point.

A un parlementaire qui s'inquiétait du bon usage de l'argent de la Coopération, le ministre Jacques Godfrain a répondu sans ciller : « A l'état de droit. C'est grâce à l'aide de la France que des élections se tiennent et que les populations profitent du pluralisme et du multipartisme. N'en privez pas les peuples africains, vous briseriez leur espoir » (13/11/1996). Un « multipartisme », aurait-il pu ajouter, qui, comme le « multimobutisme », est toléré tant que le pouvoir ne change pas de mains. Et un « état de droit » qui légitime toute violence issue de ces mêmes mains.

1. Cf. Agir ici et Survie, *Tchad, Niger. Escroqueries à la démocratie. Dossier noir n° 8*, L'Harmattan.

Cameroun : place nette

A l'élection présidentielle de 1997, le sortant Paul Biya sera fortement menacé par celui qui, dans les urnes, l'a battu en 1992 : John Fru N'Di. Un autre candidat pointe dangereusement : Victor Ayissi Mvodo, ancien ministre d'Ahidjo.

Biya a préparé un joker : un projet de loi qui exigerait de tout candidat d'avoir servi au moins dix ans dans la fonction publique (pan pour Fru Ndi !) et d'avoir pendant au moins un an dirigé un parti politique légalisé (pan pour Ayissi Mvodo !)... (*Afrique Express*, 14/11/1996).

Franc succès

La zone franc ne coûte pas très cher à la France (sauf quand il a fallu, après la dévaluation du CFA, copieusement indemniser les lobbies français). Mais elle rapporte gros : l'ex-métropole assure 50 % des exportations de l'OCDE vers la zone franc, contre 30 % dans les pays d'Afrique francophone hors zone franc, et moins de 5 % dans les pays africains non-francophones (Avis de la Commission de la Défense sur le budget de la Coopération, AN n° 3033, 10/10/1996).

Bons points

- Le Secrétariat d'Etat français à l'action humanitaire a dépêché à Kigali, mi-novembre, un avion-cargo chargé de 40 tonnes de matériel et de médicaments.

- Les pressions multiples, y compris en France, ont hâté la libération du plus connu des journalistes camerounais, Pius Njawe. Le directeur du *Messenger* a été incarcéré à Douala du 29 octobre au 15 novembre pour un banal délit d'opinion : présider l'OUA n'améliore pas Paul Biya.

- La Caisse française de développement (CFD) se soumet progressivement à la discipline de l'évaluation (pour 15 % des projets décaissés - à l'exclusion sans doute des engagements les plus « sensibles »). Et elle découvre que les opérations les plus réussies sont celles où les populations sont associées étroitement « à la préparation, à l'exécution et au suivi » d'un projet « correctement dimensionné », de taille « modeste », principalement dans l'hydraulique villageoise, les télécommunications et l'habitat (CFD, *La lettre de l'évaluation*, 11/1996).

Fausse notes

- Jacques Chirac ne manque pas une occasion de reprocher aux autres pays industrialisés la baisse de leur aide publique au développement (APD). C'est par auto-flagellation qu'il fait passer l'APD française (hors territoires d'outre-mer) de 0,58 % en 1994 à 0,45 % en 1997...

- Déjà ridiculement faible, le cofinancement public des actions de coopération décentralisée baissera de 4 % en 1997, à 12 millions de francs (0,03 % de l'APD !). Le rapporteur de ce budget, Bernard de Froment, est allé jusqu'à reprocher à cette coopération ses « éléphants blancs » ! A ce prix-là...
- En 1994, Edouard Balladur avait promis 100 millions de francs au programme de l'ONU contre le SIDA. La France n'en a versé, en 1995, que 2 millions (*Le Canard enchaîné*, 06/11/1996).
- Ce n'est pas tout de bâtir des fortunes rapides, en FrancAfrique ou ailleurs, il faut encore les protéger. A l'Elysée, des visiteurs du soir tels que François Pinault ont alerté le maître des lieux : l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) provoque un « mal-vivre » chez les Français les plus riches. Il sera donc plafonné pour environ 400 très gros contribuables. Courageux, mais pas téméraire, Jacques Chirac a laissé proposer cette sucrerie par le sénateur Lambert. Renaud, une chanson !
- Le Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 13-17/11/1996) apparaît comme « un coup d'épée dans l'eau ». Afrique verte résume ainsi l'opinion de la plupart des ONG présentes. Le but essentiel de ce Sommet « était vraisemblablement de ranimer l'image de la FAO » par un raout coûteux et consensuel - donc sans engagement financier... Exclues de la salle des débats, les ONG n'ont pu y faire valoir leur conviction unanime : « le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes doit se substituer au droit des économies fortes à envahir de leurs produits le marché des plus faibles ».
- Dans la négociation avec les terroristes corses du FLNC-Canal historique, il a été envisagé de « recycler » un certain nombre d'auteurs d'assassinats ou de braquages dans la surveillance des plates-formes pétrolières d'Elf au Gabon (*Libération*, 29/10/1996).
(Achevé le 25/11/1996)

* Le troisième débat sur la Coopération, organisé à Beaubourg par l'Observatoire indépendant de la Coopération française : *Coopération et décentralisation, l'aventure ambiguë*. **Jeudi 5/12/1996 à 19h. Tél. 01 44 78 44 52**

GRANDS LACS : ZAIRE, RWANDA, BURUNDI

ILS ONT DIT

« On nous a dit que [...] 80 000 personnes auraient été déjà guillotines ». (**Un réfugié** rentrant au Rwanda, cité par *Le Soir*, 16/11/1996).

« Ils [les ex-FAR et les Interahamwe] nous intoxiquaient de racontars, comme quoi il ne fallait pas retourner au Rwanda, on allait se faire exécuter. Ils voulaient engager une guerre de reconquête à partir de la frontière. Ils nous faisaient peur. [...]

Nous, les réfugiés, on a commencé à envisager le retour. Se retrouver au milieu des combats depuis une semaine, ça ne pouvait plus durer. Autant rentrer au Rwanda. Nous n'avions plus le temps de parler. Et eux, les miliciens, [...] ils ont été obligés de nous suivre ». (**Un réfugié**, cité par *Le Monde* du 20/11/1996).

« On en avait assez de vivre au milieu des bruits des mortiers. On a pris la décision de partir, de rentrer au Rwanda. D'autres ont choisi d'aller avec les soldats et les miliciens, je dirais environ un quart de la population. Ils sont allés plus loin, dans le Masisi ». (**Un autre réfugié**, ibidem).

« [J'ai ressenti le retour soudain, massif, des réfugiés] avec une émotion extraordinaire. [...] Pour moi, ce retour marque le début de la réconciliation. Notre peuple était divisé, aujourd'hui tout le monde est là : tous les fils et les filles de ce pays sont rentrés, nous allons pouvoir repartir sur de nouvelles bases. Et l'une de ces bases sera l'éradication de l'impunité, le fonctionnement de la justice ». (**Pierre-Célestin RWIGEMA**, Premier ministre rwandais. Interview au *Soir* du 22/11/1996).

« Nous n'avons pas l'impression que ces gens [les réfugiés] veulent être rapatriés au Rwanda et aucune loi ne peut les obliger à rentrer, ce serait une déportation ». (**Emma BONINO**, Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire. *Le Monde*, 6/11/1996).

« Je suis contre une intervention multinationale dans l'est du Zaïre. Sa seule justification, c'était le désarmement dans les camps des militaires, des miliciens de l'ancien pouvoir rwandais. On n'a pas cessé de [...] répéter pendant deux ans qu'il était impossible de les désarmer ! Il a suffi d'une poignée.

Ces criminels auxquels on avait donné le statut d'interlocuteurs humanitaires, de contrôleurs des camps, détenaient prisonniers des centaines de milliers de Rwandais, qui, enfin libres, ont choisi le retour au pays ! Une intervention aurait fait s'enkyster à nouveau, dans les camps, cette situation. Elle est donc inutile. S'il faut des GI pour jouer les infirmières, alors, il vaut mieux envoyer des infirmières. Vous le savez, le coût de toute intervention est faramineux. Il vaut mieux consacrer des millions de dollars à l'aide à la réinstallation des réfugiés au Rwanda.

- Beaucoup ont parlé de « *la plus grande catastrophe humanitaire jamais connue* » ?

- [...] J'en ai été très choqué. Pour moi, c'était une manière d'effacer le génocide au Rwanda, les 500 000 morts, il y a deux ans. On appelle ça le "négationnisme" ! On oublie que les mots ont leur importance. Il m'a semblé qu'on parlait de l'est du Zaïre comme d'un fait divers, qu'il fallait sensationnaliser à tout prix. On était dans un gigantesque trompe-l'œil !

[...] Il faut être vigilant sur ce qu'il adviendra, en terre rwandaise, des centaines de milliers de réfugiés hutus entrés ces derniers jours ! (**Rony BRAUMAN**, ancien président de *Médecins sans frontières*, interview à *La Croix* du 21/11/1996).

« Une intervention militaire au Kivu ne résoudrait en rien le problème central : la déstabilisation de la région par les milices hutues responsables du génocide au Rwanda. Les conséquences politiques d'une telle intervention anéantiraient largement les bénéfices escomptés. [...]

Alors qu'aucun recensement n'a été autorisé par les milices hutues - le nombre de réfugiés étant largement surestimé -, celles-ci se sont chargées de la distribution de l'aide [...]. Cette manne financière ainsi que le poids du nombre ont permis aux milices de s'attaquer aux Tutsis zaïrois et à d'autres ethnies locales, rompant les fragiles équilibres de la région et faisant des dizaines de milliers de victimes sans susciter la moindre réaction internationale. [...]

Une opération militaire aurait comme conséquence de rétablir des camps de réfugiés et recréerait une situation meurtrière, injuste et instable ». (**Alain DESTEXHE**, sénateur belge, ancien Secrétaire général de *Médecins sans frontières*, in *Le Monde* du 14/11/1996).

« Il faut constater [...] que les transformations positives [en Afrique] se sont déroulées sans intervention étrangère. L'Erythrée, par exemple, est devenue seule une grande puissance de la région ; l'Ouganda s'est reconstruit seul après les folies d'Amin Dada ; et enfin l'Afrique du Sud a mené sa transition toute seule, sans opération de maintien de la paix. Finalement, quand l'Afrique agit seule, elle réussit mieux que lorsqu'elle est assistée.

[...] C'est parce que le colonisateur anglais est parti plus radicalement que nous qu'il y a d'abord eu plus de chaos. Mais c'est peut-être aussi cette absence d'intervention directe qui a permis aux Africains de construire eux-mêmes de véritables Etats. Les Français ont voulu que leur Afrique ne traverse pas de convulsions, qu'elle échappe à l'Histoire. Et ceux qui l'ont le mieux compris, ce sont nos vieux dictateurs francophones qui ne se sont pas privés de jouer la chanson : "moi ou le chaos". Finalement, on risque d'avoir deux résultats négatifs : le chaos et pas d'Etat. [...]

- Vous prônez donc un désengagement d'Afrique. C'est du "cartiérisme" ! fin de siècle ?

- Non. C'est la fin d'un modèle frileux de la France qui ne peut s'adresser qu'à une Afrique qu'elle domine et qu'elle contrôle, avec des relations militaires, des règles d'entrave à la concurrence qu'on n'accepterait nulle part ailleurs [...]. Le cartiérisme, aujourd'hui, c'est de faire croire que, pour soutenir l'Afrique, il faudrait défendre à tout prix Mobutu.

L'avenir, pour la France, c'est de laisser vivre l'Afrique, non de lui donner le coup de grâce en y fomentant des guerres ». (**Jean-Christophe RUFIN**, chercheur, qui fut conseiller du ministre de la Défense François Léotard (1993-95). *L'Événement du Jeudi*, 14/11/1996).

1. Politique de repli revendiquée dans les années 60 par Raymond Cartier (« *la Corrèze avant le Zambèze* »).

« Désormais, la période des interventions unilatérales en Afrique est close, et ce type d'intervention n'est plus accepté par les Etats africains ». (**Jacques CHIRAC**, Conseil des ministres du 13/11/1996).

[Comme titre le *Financial Times* (14/11/1996) : "Les jours du terrain de chasse africain de la France s'achèvent". Il précise : "L'incapacité de la France à entreprendre immédiatement une action unilatérale dans l'est du Zaïre a confirmé ces leaders [du pré carré francophone] dans leur soupçon que les jours heureux où une grande partie du continent était la chasse gardée de Paris [...] sont terminés"].

« Une chose est certaine. Après avoir éliminé les Banyamulenge de tout l'est du Zaïre, les extrémistes hutus envisageraient de revenir ici [au Rwanda]. Ils ont infiltré le pays, organisant des incursions depuis le Zaïre et tuant nos compatriotes. Ils tuent les survivants [du génocide]. Ils tuent les gens qui appartiennent à l'administration locale. Leur but, c'est de disposer d'une base "pure", à partir de laquelle ils pourraient agir en toute liberté, rien qu'entre eux. [...] Ma priorité n'est pas qu'il y ait une zone tampon [au Kivu], c'est de ne pas avoir de milices du tout ». (**Général Paul KAGAME**, Ministre de la Défense du Rwanda, in *The Guardian*, cité par *Courrier international* du 7/11/1996).

« Les Zaïrois, une fois rétablis dans leur honneur, favoriseront le retour des ex-FAR au Rwanda. Nous les aiderons, nous leur rendrons leurs armes ». (**Un ministre zaïrois** proche du Premier ministre, cité par *Le Monde* du 20/11/1996).

[Quels Zaïrois ? Est-ce vraiment l'honneur, et l'intérêt, de la majorité d'entre eux ?]

A FLEUR DE PRESSE

Le Monde, *Les réfugiés hutus du Zaïre regagnent massivement le Rwanda*, 18/11/1996 (Dominique LE GUILLEDOUX) : « [Les réfugiés] ont les yeux écarquillés, ils marchent, ils rient, la tête courbée sous le poids des colis, des fagots, des guitares et des parapluies. Souvent, ils avancent en silence par dizaines de milliers, à la fois serrés, assommés, faisant trotter les bambins qui tentent de suivre en s'accrochant à une jupe. [...] Benoît, dix-sept ans, dit qu'il marche pour "chercher la vie" Une femme a mis ses plus beaux habits [...].

Les miliciens hutus [...] "nous menaçaient avec leurs armes, expliquent les paysans hutus. Ils nous disaient : « Si vous ne venez pas avec nous, nous allons vous tuer ». On a prié toute la nuit ; on a décidé de partir quand même dans l'autre direction". [...] Benoît, [...], qui a perdu son père à la guerre et sa mère de maladie, rentre avec ses deux petites sœurs : "C'est le temps de la trêve, dit-il. Tutsis, Hutus, nous allons revivre ensemble, bâtir notre pays... Enfin, si c'est possible" ».

Le Soir, *La fin d'une prise d'otages*, 16/11/1996 (Colette BRAECKMAN) : « Si le forcing imprimé par certains pays désireux d'intervenir au plus vite avait réussi, l'étau pesant sur les camps ne serait pas encore dénoué et, inversement, la situation actuelle permet de mieux comprendre les "tergiversations" américaines. [...]

[Le Zaïre] "hérite" d'une armée d'extrémistes, repliée dans les montagnes du Masisi, qui terroriseront les populations locales, comme hier les paysans hutus : qui débarrassera le Zaïre de la menace qu'ils représentent ? ».

Wall Street Journal, *Les tensions ethniques mijotent au Rwanda avec le retour des réfugiés*, 19/11/1996 (Sudarsan RAGHAVAN) : « Au bout de deux ans, les assassins présumés des fils de Cécilia Kabara sont rentrés au village hier. [...] Cette Tutsi sexagénaire n'était pas d'humeur à pardonner. Tandis que deux journalistes interviewaient Damascène Quizerimana, l'un parmi ces centaines de milliers de réfugiés rentrés chez eux depuis le Zaïre voisin [...], elle a surgi dans la conversation. "Tu veux me dire que tu n'as pas tué mon fils ? ", dit-elle, pointant le doigt sur Quizerimana, 22 ans. "Tu sais que tu l'as fait". Comme il protestait : "Je n'ai pas tué ton fils", la femme s'est mise à crier : "Tu l'as coupé en morceaux ! ".

C'est le type d'échange enflammé qu'il faut s'attendre à voir souvent au Rwanda dans les prochaines semaines. [...] "La réconciliation prendra au moins une génération, si l'on veut être réaliste", estime un observateur des Nations unies pour les droits de l'homme ».

AFP, *Les réfugiés de Rubona retrouvent leur village occupé par de nouveaux venus*, 18/11/1996 (Michel CARIOU) : [Le journaliste narre les aléas et les tensions du retour des réfugiés hutus de 1994 dans leur village], « perdu dans les collines de la Préfecture de Gisenyi ». [Ils y retrouvent d'anciens réfugiés tutsis installés depuis deux ans. Conclusion :] « Dans le huis-clos de leur colline coupée du monde, les villageois de Rubona - anciens et nouveaux - [...] sont condamnés à trouver une solution au manque de maisons et de terres, et à vivre ensemble avec les souvenirs des massacres, du génocide, de l'exil et des souffrances de l'exode ».

Libération. *L'Amérique sur les plates-bandes de la France en Afrique*, 22/11/1996 (Stephen SMITH) : « Même en Afrique, la France seule n'a plus les moyens de ses intérêts. [...] Ex-métropole coloniale longtemps interventionniste, la France, discréditée par son soutien à l'ancien régime rwandais responsable du génocide, s'abrite derrière la bannière de l'ONU. Objectif : porter secours aux centaines de milliers de réfugiés hutus dans l'est du Zaïre mais, aussi, "sécuriser" une fois de plus le pays-continent du maréchal-président Mobutu. [...]

Pour mobiliser des Casques bleus, Paris dilue dans le multilatéral ce qui lui reste d'influence sur le continent le plus proche de l'Europe. [...]

L'engagement américain en Afrique reste minimal : commerce plutôt que coopération, appuis ponctuels, plutôt qu'alliance formelle... Sauf sur des créneaux lucratifs, comme le pétrole ou les télécommunications, le but n'est pas de supplanter l'existence coloniale, au risque d'avoir à assumer ses obligations. Au contraire, la faveur américaine va aux régimes indépendants ».

La Croix. *La France en porte-à-faux*, 16/11/1996 (Julia FICATIER) : « Pourquoi Jacques Chirac n'a-t-il pas reconnu le génocide [rwandais], comme il en avait au départ la ferme intention ? Il s'apprêtait, comme nous l'avions appris, à engager par là même de nouvelles relations avec le Rwanda. Il en aurait été empêché par une partie de la hiérarchie militaire après avoir été mis au fait des imbrications françaises au Rwanda ».

Jeune Afrique. *Arrière-pensées françaises*, 13/11/1996 (Jean-Paul PIGASSE) : « Jacques Chirac [était] convaincu que le maréchal Mobutu redeviendrait [...] indispensable [...]. Le calcul des Français était le suivant : [...] attendre que [la crise des Grands Lacs] ait atteint un degré de gravité sans précédent pour que les Etats-Unis se décident à agir [...] ; en venir à la Conférence des Grands Lacs dont la France s'est fait le champion. Ce jour-là, c'est bel et bien Mobutu qui s'imposera comme la pièce centrale de l'échiquier. [...]

Ce scénario apparaît aujourd'hui très compromis : [...] les journalistes et les diplomates qui, le 6 novembre, ont rencontré le président zairois dans sa résidence de Cap Martin ont été frappés par son délabrement physique. [...] Pour les Français, qui faisaient le forcing [...] pour obtenir l'envoi d'une force internationale dans l'est du Zaïre, c'est un coup très dur. Non seulement leur allié le plus sûr dans la région se révèle incapable de jouer le rôle qui lui était imparti, mais les forces françaises sur place risquent de se trouver confrontées à l'éclatement du Zaïre et d'être piégées dans une gigantesque nasse. Les militaires chargés de préparer les plans de la future intervention ne dissimulent d'ailleurs pas leurs inquiétudes ».

Courrier international. *Zaïre : la main de l'Ouganda, les arrière-pensées des Etats-Unis*, 7/11/1996 (Alexandre ADLER) : « L'opinion bien-pensante [...] [ne fait pas preuve d'] une grande intelligence de la situation. Aussi faut-il s'en tenir au déroulement des faits géopolitiques tels qu'ils se déroulent en ce moment, à la jointure tout à la fois géologique et humaine de deux Afrique en construction - celle qui se regroupe autour de l'Afrique du Sud et celle qui se dessine peu à peu [...] du Sénégal à l'Angola. Au départ, comme dans toute catastrophe, il y a la naissance, en partie aléatoire, d'un véritable royaume combattant, l'Ouganda de Yoweri Museveni [...], constituant le "grand arrière" de la révolte africaine du sud du Soudan, animée par le chef Dinka John Garang. Museveni a également bénéficié au long de sa carrière de l'aide de l'aristocratie tutsie du Rwanda réfugiée en Ouganda, à laquelle il est apparenté. [...]

Au Rwanda, l'armée ougandaise, déguisée en Front patriotique, a [...] rétabli l'autorité tutsie en installant au pouvoir Paul Kagame, l'ancien chef de la sécurité militaire en Ouganda, au prix de représailles féroces contre tous les Tutsis demeurés derrière les lignes hutues. [...]

La France en sera pour ses frais, elle qui n'a cessé de soutenir le pouvoir de Mobutu au Zaïre, les Hutus au Rwanda comme au Burundi et, plus généralement, les ennemis de l'Ouganda de Museveni, notamment les islamistes soudanais de Khartoum. [...] Dans le cadre du Commonwealth, l'Ouganda se présente comme l'allié le plus solide du nouvel Etat sud-africain. [...]

Une Afrique du Sud étroitement alliée aux Etats-Unis jouera dans un camp, et la France dans un autre. De toutes les menaces qui pèsent sur l'Afrique, cette remise en question géopolitique ne serait-elle pas la plus grave ? La France peut-elle se permettre d'empêcher la naissance d'une grande communauté dont l'Afrique du Sud sera le centre, et les royaumes chrétiens combattants du haut Nil le bras armé ? ».

[La menace la plus grave n'est-elle pas le sérieux en lequel se prennent, et sont pris, ce type de "géopoliticiens", aussi brillants que superficiels, mais fort écoutés par les locataires successifs de l'Elysée ? Discours sans statut, la géopolitique ressemble d'autant plus à la cartomancie que ses discoureurs sont immodestes. Le Directeur de Courrier, une nouvelle fois, embarque cet excellent hebdomadaire dans un looping scabreux, ne craignant pas de contredire complètement ses précédentes élucubrations sur le jeu de l'Afrique du Sud (cf. Billets n° 18).

On peut sourire de certaines formules : la jointure « géologique et humaine », Museveni-« catastrophe », le FPR déguisement de l'armée ougandaise, les « royaumes combattants chrétiens », l'Afrique du Sud au « centre » de l'Afrique de l'Est,... Mais réduire le génocide rwandais à des « représailles féroces », c'est moins drôle.

On voudrait espérer - mais on n'en est pas sûr - que l'inanité du discours - laisse sans effet l'invite paranoïaque qui le conclut].

La Croix. *Mais... où est donc passée l'armée zairoise ?*, 20/11/1996 (Anicet MOBE) : « Le maréchal Mobutu, depuis 1960, s'est délibérément refusé d'organiser au Zaïre une armée vraiment nationale. [...] Il a plutôt préféré s'entourer d'une garde prétorienne fonctionnant comme une milice privée et dont le loyalisme étroit et borné - fondé sur des alliances ethniques - lui a permis de consolider et de perpétuer une dictature féroce qui a complètement ruiné le pays. [...]

A partir de 1972, la subordination de l'armée au parti unique s'accompagna d'épurations successives dans le corps des officiers sur la base de critères ethniques. [...]

Si l'armée zairoise fait preuve de si peu de vaillance dans les opérations militaires, en revanche elle s'illustre tristement quand il s'agit de terroriser les populations civiles ».

Le Phare (Kinshasa), *La pieuvre tutsie* (cité par *Courrier international* du 7/11/1996) : [L'article s'en prend aux] « complices intérieurs infiltrés profondément dans la vie politique et socio-économique zairoise » [et vitupère] « le lobby tutsi, ces messieurs qui ont pris la place des autochtones : ministres, Premier ministre, PDG, hauts magistrats. [...] Reste les dégâts de leur long passage chez nous ; où ils ont occupé nos terres, pris nos femmes et épousé nos filles. Ce sont ces neveux des Rwandais qui livrent la République pieds et poings liés à ceux qui ont juré sa perte. Une véritable pieuvre s'est incrustée au Zaïre ».

Soft (Kinshasa), *Le Zaïre est l'objet d'un complot international* (même source) : « Un conseiller de la République a révélé l'existence d'une sorte d'internationale tutsie, organisation secrète répandue dans le monde entier, dont on trouve des ramifications à l'ONU, à la Banque mondiale et à l'OUA ».

[Ces deux extraits montrent à quel point, dans un contexte de crise grave, l'idéologie instillée par un « nazisme tropical », un panbantouisme anti-hamite (contre les Tutsis et autres « nilotiques ») peut faire des ravages. On retrouve tous les ingrédients bien connus de l'anti-sémitisme].

LIRE

Colette Braeckman, *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence*, Fayard, 1996, 347 p.

Un ouvrage-clé, à l'écriture limpide, pour comprendre la crise actuelle de l'Afrique des Grands Lacs. Avec une analyse remarquable de la manipulation ethnique, des rôles de l'Eglise et de la Belgique. On regrettera seulement que l'auteur n'ait pas pu appliquer son talent synthétique aux responsabilités de la France et des Etats-Unis. Or, dans cette *Troïka*, ils furent trois à tirer, à tirer, à hue et à dia...

Ce livre, qui ne vise pas le *scoop*, contient pourtant quelques révélations. On savait par le député Jacques Baumel, alors vice-président de la Commission de la Défense, que François Mitterrand, au moment où l'ONU autorisait l'opération *Turquoise* (juin 1994), voulait faire sauter les parachutistes français sur Kigali. Ceux-ci s'y préparaient. On connaissait mal les causes du contre-ordre. En voici une. Par des intermédiaires de l'ONU venus discuter les modalités de *Turquoise*, le chef de l'armée « rebelle » Paul Kagame fit passer le message suivant : « Dites aux Français que nous aussi nous savons tirer. Et dites au général Lafourcade [qui commandait l'opération] que Kigali peut contenir plus de body-bags que Paris ». Quelques mois après les images des *body-bags* américains ramenés de Somalie...

L'auteur cite aussi un rapport européen confidentiel : « Un très grand nombre de réfugiés ont participé directement aux massacres. On pense que 200 000 à 250 000 hommes, femmes et même enfants, ont abattu de leurs propres mains des Tutsis et des Hutus de l'opposition ». Ce qui renvoie au phénomène du voisin-bourreau.

Claudine Vidal, *Le génocide des Rwandais tutsi : cruauté délibérée et logiques de haine*, in *De la violence*, Séminaire de Françoise Héritier, Odile Jacob, 1996.

En quarante pages, sans doute la synthèse la plus éclairante à ce jour sur les logiques psychosociales, de haine et de peur, qui, au Rwanda, ont suscité ce que nous nous refusons de penser : la possible transformation de l'honnête homme, de la voisine serviable, du collègue affable, en bourreau sadique. Redoutons et ciblons ces logiques, point si lointaines, plutôt que de les nier.

ET AILLEURS...

ILS ONT DIT

« Le gaullisme était bien plus que la nation agrémentée de coups de menton ; c'était la nation animée par des valeurs qui la dépassent : "La France doit servir les valeurs universelles de l'humanité". Incarnation de ces valeurs, la France ne pouvait les abandonner sans se trahir. Ces valeurs au-dessus de la nation, précisément parce qu'elles la fondent, les caciques du néogaullisme ne semblent plus en avoir cure. Le gaullisme était une attitude : l'intégrité. Ce principe de vertu, foulé aux pieds par des professionnels de la candidature qui s'obsèdent leur financement, est bien mal en point au RPR. [...] Les "affaires" rythment la vie du parti, la résumant pour ainsi dire. Etouffer les révélations, ou, à défaut, enterrer les dossiers, voilà ce qui accapare l'esprit et l'énergie des néogaullistes. [...]

Le gaullisme, c'était également une discipline - celle de l'ingratitude : l'intérêt général avant celui des affidés. Prodige de l'évolution : en vingt ans, les néogaullistes auront réussi à inverser ce dogme et à ériger le clientélisme, voire le clanisme, en système. [...]

Là où les gaullistes avaient une vision, les néogaullistes se servent d'un savoir-faire (attribution de marchés publics, nominations, interventions). Elus corrompus, prévaricateurs, concussionnaires, soutenus à bout de bras par le pouvoir, en attesteront ; bétonneurs, recycleurs d'eaux usagées et gros céréaliers ne le démentiront pas. L'Etat-RPR reste fidèle à son principe dynamique : le clientélisme ». (**David MARTIN-CASTELNAU**, journaliste, in *Libération* du 22/11/1996).

« Croire en la politique de coopération devient un acte de foi ». (**Bernard de FROMENT**, rapporteur spécial de la Commission des Finances pour le budget de la Coopération, débat du 13/11/1996).

[La coopération électorale française, par exemple, suscite actuellement plus d'abjurations que d'« actes de foi ». Pour ne pas parler de ses propositions de coopération militaro-stratégico-humanitaire].

« La mission de la M.M.C. [Mission militaire de Coopération] s'intègre à l'action générale d'aide à la mise en place du processus de démocratisation en Afrique. A ce titre, elle assiste les Etats dans la création, la formation et l'animation de forces de sécurité au service d'un Etat de droit, respectueuses de la loi, attachées à promouvoir la sécurité de la Nation et celle de chaque individu ». (**Michel VOISIN**, député, rapporteur de la Commission de la Défense au budget de la Coopération, Avis n° 3033 du 10/10/1996).

[« La formation et l'animation de forces de sécurité » (armée, gardes et milices) dans le Rwanda d'Habyarimana, le Togo, le Gabon, la Guinée équatoriale ou le Tchad, illustrent cette « mission » humaniste].

« L'accent [en matière de coopération militaire] a été mis sur les dotations en matériel des forces de sécurité intérieure dans le cadre de l'aide directe en matériel : cela est cohérent avec les actions prioritaires de notre politique de coopération ». (**Michel VOISIN**, débat du 13/11/1996 à l'Assemblée nationale).

[Les livraisons massives aux forces de répression togolaises, dans la nuit du 3 au 4 novembre (Le Combat du peuple, Lomé, 15/11/1996), sont en effet « cohérentes » avec l'amitié Chirac-Eyadema].

« La cause africaine que vous [Jacques Godfrain] défendez au nom de la France a peu d'avocats dans le monde. Elle n'en a peut-être plus qu'un seul en Europe : la France ». (**François GUILLAUME**, député RPR, débat du 13/11/1996 à l'Assemblée nationale).

[Ouf ! L'Afrique attend l'extinction de ce « barreau » vermoulu...].

« Le mouvement des sans-papiers a eu le mérite de percer la couche de méfiance qui sépare l'opinion des immigrés. [...] On ne peut pas s'en tenir au mot d'ordre d'abrogation des lois Pasqua. [...] Il faut [...] remettre en cause ce fondement de nos lois qui fait dépendre d'un pouvoir insuffisamment contrôlé les droits fondamentaux de certains hommes ». (**Paul BOUCHET**, ancien président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, membre du collège des médiateurs. Interview au *Monde* du 19/11/1996).

« Le gouvernement [français] ne comprenait pas que des petits nègres lui tiennent tête, quand les chefs d'Etat africains n'osent même pas lui résister ». (**Madjiguène CISSE**, porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard. *Libération* du 19/11/1996).

LIRE

Agir ici, *Des compagnies pétrolières et des dictatures militaires. Total en Birmanie, Shell et Elf au Nigeria*, 11/1996, 28 p.

Ce *vade-mecum* du citoyen-automobiliste lucide est formidablement encadré : par une caricature de Lécroart sur « *les mains sales* », en page de garde, et, *in fine*, par deux citations sans appel des Prix Nobel birman et nigérian, Aung San Suu Kyi et Wole Soyinka.

Ligue française de l'enseignement, *Lire et comprendre le budget français d'aide publique au développement*, Commission Coopération Développement, 44 p.

Ce « Guide pratique » l'est tout à fait. Cette invitation à la curiosité du citoyen mérite cependant d'être éclairée par une initiation au contenu réel des lignes budgétaires ainsi présentées. Cf. par exemple la plaquette de Survie, *Questions à 40 milliards, Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'aide publique au développement sans jamais oser le demander* (15 F. franco).

Alain Guédé et Hervé Liffra, *Péril sur la Chiraquie*, Stock, 313 p.

Suite de *La Razzia* (1995), des mêmes auteurs (cf. *Billets* n° 37). Où il se confirme que la Chiraquie rackette depuis bientôt deux décennies l'ensemble des marchés publics parisiens, à hauteur de 2 à 5%. Le RPR balladurien Michel Giraud l'imite à la tête de la région Ile-de-France - sans parler des « exploits » des présidents de Conseils généraux Mancel ou Dugoin. Or le maire de Paris est devenu Président, son adjoint aux Finances Premier ministre, et un autre adjoint Garde des Sceaux. Ce trio majeur s'échine à enfouir les pipe-lines de la corruption parisienne, comme il camoufle les réseaux de pompage françafricains, franco-arabes, etc. - tous interconnectés (au Liban, au Gabon, en Côte d'Ivoire,...).

On notera avec intérêt que Michel Roussin, Directeur de cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris, au temps des valises à billets trop voyantes, puis ministre de la Coopération, huile désormais les exportations des grands groupes français auprès de dictatures gourmandes - telle la junte birmane.